

LES LUTTES DÉMASQUERONT LA FÉDÉRATION

DEPUIS décembre 1965, il est clair que le mouvement ouvrier a manifesté une combativité nouvelle. Que ce soit à l'occasion des rares manifestations contre la guerre du Vietnam ou au cours des actions pour la satisfaction des revendications, les directions se sont fréquemment trouvées devant le risque d'un débordement sur la gauche. La volonté existait d'aller au-delà des consignes des directions. Mais pour les militants les plus avancés, le problème demeurait de savoir dans quelle perspective étaient conduites les actions des masses ; sur quel programme ; Or, depuis juillet 1966, la référence programmatique, c'est le programme de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste. Sans revenir sur ce programme lui-même, il faut remarquer comment les directions du P.C.F. et, à un moindre degré, du P.S.U., créent la confusion la plus extrême dans les rangs ouvriers à partir de ce document.

Les bureaucrates et les technocrates critiquent

Chacun a entendu ou connaît le discours de Vincennes dans lequel Waldeck Rochet affirmait qu'entre le programme de la F.G.D.S. et celui de son parti existent « un nombre appréciable de points de convergence mais aussi des divergences notables », et parmi celles-ci : rien sur les nationalisations dans le programme de la F.G.D.S. (c'est une lacune dit Waldeck) ; des mots vagues sur les allègements fiscaux pour les salariés (il faut être précis, exige Waldeck) ; silence sur les augmentations de salaire et la réduction du temps de travail (silence qui surprend (sic) le secrétaire général du P.C.F.). Ajoutons à cela que, « si la

FRACHON DÉMISSIONNÉ ?

On chuchote que Frachon serait démissionné de ses fonctions de secrétaire général de la C.G.T. et porté à un poste honorifique de « président ». Qui le remplacerait ? Krasucki ou Séguay, dit-on. On verra. Mais pour quelle raison écarte-t-on Frachon ?

Peut-être faut-il chercher quelque indice dans ses discours les plus récents, ceux de la première quinzaine de septembre notamment. Devant les métallurgistes, il a dit :

« L'apreté de la lutte des classes amène nombre de prolétaires à comprendre que les solutions durables appellent des mesures qui dépassent le cadre des revendications économiques et sociales... »

La phrase est équivoque : est-ce un appel à la lutte politique ou bien faut-il comprendre qu'il faudra bien voter aux prochaines élections législatives ?

« Les possibilités de faire aboutir les revendications apparaissent de plus en plus liées à la nature du pouvoir... »

Là encore, Frachon est ambigu : ou bien les revendications actuelles (réduction du temps de travail, réforme des comités d'entreprises, réforme de la fiscalité) nécessitent pour leur réalisation que la classe ouvrière s'engage sur la route du pouvoir ; ou bien un gouvernement Mitterrand-Mollet-Billièvre-Waldeck Rochet constituerait un changement de la nature de classe de l'Etat. Néanmoins, ce n'est pas ainsi que prélué habituellement la tirade en faveur d'un gouvernement dans lequel collaboreraient les « démocrates » bourgeois et le P.C.F. Et, poursuivant son discours, Frachon s'écrie :

« Nous déclarons, nous, que la classe ouvrière est preneuse d'une succession ouverte... Nous affirmons que la classe ouvrière, en alliance avec tous les vrais démocrates, est prête... à assurer le fonctionnement des grandes entreprises... »

Toujours le même double sens : les salariés doivent-ils exiger des nationalisations « démocratiques » d'un gouvernement Mitterrand et entreprendre de bien gérer les entreprises capitalistes ? Ou bien la classe ouvrière étant « preneuse d'une succession ouverte », Frachon s'engage-t-il sur la voie de la revendication du contrôle ouvrier ?

En fin de compte, Frachon est-il partisan d'un durcissement de la ligne du P.C.F. ? Ou bien s'agit-il simplement, dans ce discours aux ouvriers de la métallurgie, d'une présentation un peu « gauchiste » du programme pour une « démocratie véritable » ? Le « gauchisme » de Frachon est traditionnel, mais on dit que, sévèrement critiqué, il a battu en retraite. Il reste que les dirigeants néo-réformistes du P.C.F. lui reprochent un langage qui peut laisser place à une interprétation plus à gauche encore et ouvrir la brèche vers les aspirations profondes du mouvement ouvrier.

A.V.

Fédération s'est jusqu'ici opposée à une entente avec le Parti communiste, c'est que certains de ses dirigeants, et non des moindres, veulent se réserver la possibilité de contracter des alliances à leur droite, ce qui est exact. Mais en dépit des « divergences notables » sur l'essentiel du programme et la tactique électorale, la direction du P.C.F. tente d'ancrer dans les cervelles ouvrières qu'il est souhaitable et même nécessaire que se réalisent un accord et une alliance avec cette formation idéologiquement bourgeoise. Que peuvent comprendre à ces contorsions les militants du P.C.F. et les salariés, sinon qu'il ne s'agit que de cuisine électorale, d'autant que la nature des « points de convergence » reste inconnue.

La direction du P.S.U. se trouve dans une situation un peu différente : elle voudrait bien marchander avec la F.G.D.S., mais n'a rien à échanger, ni programme à monnayer, ni électoral important à mettre à la disposition des fédérés. On comprend alors la platitude de cette direction dans sa critique du programme de la F.G.D.S. — lequel est, il est vrai, peu à droite du sien propre — : ce programme, dit du 14 juillet, aurait, d'après ses critiques du P.S.U., été rédigé dans des délais très courts, ce qui semble pour eux excuser son contenu. La F.G.D.S. repousse l'idée d'une Constituante : le P.S.U. ne s'opposera pas à elle sur ce point. La F.G.D.S. veut « préciser » le texte de l'article 89 de la Constitution : le P.S.U., qui se révèle lui aussi réformiste du gaullisme, préfère s'occuper de l'article 11. La F.G.D.S. ne pose pas le problème de la grande presse et de la publicité : le P.S.U. tient à un certain nombre de formules juridiques qu'il a à proposer... Tout est au niveau de ce chipotage de bricoleurs. Il est donc vrai en fin de compte que « rien ne s'oppose plus à la nécessaire confrontation » (lettre de Depreux à Mitterrand) et, visiblement, les « chances d'aboutir » sont grandes.

Bref, au total, c'est le programme de la F.G.D.S. qui est la base des discussions. C'est dire combien est grande la carence des directions politiques du mouvement ouvrier ; et cette carence mène non seulement à faire des élections l'occasion d'un nouvel échec des partis ouvriers, (dont celui de Brive est l'avant-coureur) mais risque encore de désorienter suffisamment les militants et toute la classe pour que s'ouvre à nouveau une période de défaites et de recul du mouvement ouvrier tout entier.

La lente préparation d'une reprise rapide

Et sur le plan syndical ? Les résolutions ne manquent pas en faveur d'une reprise des luttes : la C.A. de la C.G.T. « appelle les militants et les organisations depuis les entreprises et jusqu'au niveau national à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer une reprise rapide et vigoureuse de l'activité revendicative. » Les fédérations C.G.T. des secteurs public et nationalisé appellent leurs militants « à prendre toutes initiatives utiles pour le développement des luttes qu'elles se déclarent prêtes à coordonner... » ; les fédérations des métaux C.G.T. et C.F.D.T. se sont rencontrées le 16 septembre et ont décidé... de se revoir le 22 ; des délégations confédérales de la C.G.T. et de la C.F.D.T. se sont rencontrées le 27 septembre : elles ont fixé la date d'une nouvelle entrevue.

Devant cette suite d'appels à la préparation de la reprise des luttes, les salariés se trouvent dans la situation du coureur à pied qui entend les ordres « à vos marques... prêt... » et qui attend indéfiniment le « partez ». N'ouvrons pas une chronique sportive, mais rappelons que le retard du « partez » est généralement une cause des mauvais départs. C'est ce qui est à craindre aujourd'hui dans le domaine des luttes : On appelle à se préparer, mais le démarrage effectif est pour plus tard.

Dans l'immédiat, le métro a été en grève le 6 octobre. La fédération C.G.T. des cheminots propose une semaine revendicative du 17 au 22 octobre : sous cette forme, cette proposition ne vise manifestement qu'à des mouvements tournants. Par ailleurs, plusieurs mouvements ont lieu dans le secteur privé : chez Neyrpic et General Motors contre les licenciements ; chez Bronzavia pour l'augmentation des salaires ; dans le Nord, chez Lorraine-Escout, Usinor, Massey-Ferguson et Fives-Lille, entreprises où l'on procède à des licenciements d'une part et à des accroissements du rythme de travail d'autre part. Mais tout cela reste flou, sans coordination, sans vigueur, sans perspective de généralisation.

Si, à la base, l'enthousiasme ne saurait être grand pour des grèves catégorielles ou par usine, c'est qu'on en a l'expérience et qu'on a vu ce qu'est un mouvement de grande ampleur. Il est difficile de croire, compte tenu des faibles résultats du 17 mai (sur le plan revendicatif), que la tactique en vigueur d'un éparpillement des forces soit efficace. Mais les directions — celles de la C.G.T. et de la C.F.D.T. essentiellement, car la direction F.O. reste hostile à une coordination unitaire des luttes — sont certainement sensibles à cette absence d'enthousiasme à l'égard de leur tactique, et l'on devine leur embarras : reprendre les luttes et les organiser signifierait que l'on ne reparte pas de zéro et que l'on vise à dépasser rapidement le niveau de mobilisation atteint le 17 mai ; autrement dit, que ces directions s'exposent à nouveau aux risques de débordement.

Au sommet de la confusion

Mais ce qui est peut-être une cause supplémentaire des lenteurs à redémarrer, c'est que bien des militants semblent s'intéresser en priorité à l'escalade américaine et aux risques de guerre mondiale. Or, c'est précisément sur ce terrain que la confusion atteint son niveau le plus élevé.

On nous assure que de Gaulle a adopté maintenant les positions défendues depuis longtemps par le P.C.F. et la C.G.T. dans le domaine de la politique extérieure : rapprochement avec l'U.R.S.S., reconnaissance de la Chine populaire, attitude anti-américaine à propos du Vietnam. D'une part, la politique extérieure du gaullisme serait correcte, mais d'autre part sa politique intérieure est avant tout anti-ouvrière : d'où l'on conclut qu'il n'y a pas de lien entre les deux, ce qui autorisera l'électorat, qu'on le veuille ou non, à voter en fonction de l'importance des questions internationales, dont à voter pour le gaullisme plutôt que pour toute autre formation. Mais quelle extraordinaire myopie ! Comme sont tenues pour peu de choses les explosions nucléaires du Pacifique et les protestations venant de Polynésie et d'Amérique latine ; les manifestations anti-colonialistes de Djibouti et celles de même nature aux Antilles ; sans parler de l'exportation par le « progressiste » de Gaulle d'une quantité importante de C.R.S. vers ces territoires. Mais il y aurait néanmoins deux politiques gaullistes !

D'autre part, la F.G.D.S. renvoie dos à dos le Vietnam (du Nord) et les Etats-Unis qui partageraient également la responsabilité du conflit ; Waldeck Rochet ne voit là qu'une équivoque. S'il en était ainsi, c'est que la position de la F.G.D.S. ne serait pas si loin (en précisant un peu, en levant l'équivoque) de celle du P.C.F., et, par suite... de celle du

gaullisme. Qui n'est pas d'accord avec qui ? Reverta-t-on « l'unité nationale » de tous les bons Français. Pourquoi pas ?

Que faire ?

La confusion idéologique entretenue et l'opportunisme peuvent ouvrir la voie de la défaite. Les prochaines élections seront très instructives et certainement lourdes de conséquences pour les directions ouvrières. Mais que les bureaucrates se discréditent encore un peu plus est une chose ; autre chose est qu'ils entraînent dans leur échec électoral l'acquis des mois passés, et brisent la lente remontée de la combativité ouvrière. Pour empêcher que s'amorce un recul, la première tâche est de mettre un terme à la confusion entretenue par les directions ouvrières dans le domaine idéologique. Les communistes et les militants les plus lucides doivent combattre le programme bourgeois de la F.G.D.S., sur tous les points. Les « démocrates » sont contre la réduction du temps de travail ; nous sommes pour le retour aux 40 heures sans perte de salaire. Ils sont pour l'aménagement de la Constitution gaulliste ; nous sommes pour une Assemblée constituante. Ils sont les défenseurs d'une politique colonialiste : nous sommes pour l'indépendance de tous les peuples colonisés par l'impérialisme français. Ils sont pour l'intégration de la France dans l'OTAN ; nous sommes pour la rupture à l'égard de cet organisme d'agression. Non, la F.G.D.S. n'est pas « de gauche » ; Mitterrand et ses lieutenants sont des réactionnaires ! Pas d'alliance avec la réaction !

Mais mieux qu'au travers de la critique de la F.G.D.S. et de la propagande pour le programme de transition vers le socialisme, c'est au cours des luttes que les communistes, trompés par leur direction, et les militants désorientés pourront voir leurs pseudos alliés au pied du mur. Ce n'est pas la moindre tâche des révolutionnaires que de montrer aux salariés, dans les faits, ce qu'est la politique des « démocrates et autres républicains » ; il faut que la politique d'alliances des dirigeants du mouvement ouvrier apparaisse nettement comme une erreur et une trahison des intérêts de la classe ; et cela ne peut être obtenu qu'en donnant comme objectifs aux luttes du mouvement ouvrier :

- le soutien à la révolution vietnamienne ;
- la sortie du Pacte atlantique ;
- le désarmement atomique de notre impérialisme ;
- la réduction du temps de travail ;
- l'augmentation générale des salaires.

C'est certainement la seule ligne qui permette de préparer les élections et d'éviter un dangereux recul.

Antoine VALLON.

CROISSANCE, POUR QUI ?

Nous avons essayé de montrer, dans le précédent numéro de ce journal, comment la mise en œuvre de l'objectif central du plan de stabilisation — la reconstitution d'une armée industrielle de réserve — suivait son cours. Le corollaire classique d'une telle situation en ce qui concerne les salaires ne manque pas à l'appel. De juillet 1963 à juillet 64, les salaires horaires avaient augmenté de 7,3 %. Au cours des douze mois suivants, leur taux de croissance était tombé à 5,9 % ; c'est à cette même valeur qu'il s'est établi entre juillet 1965 et juillet 1966 ! Bien plus, ce taux a été inférieur durant le second trimestre 1966 à ce qu'il fut durant le premier (1,44 % contre 1,65 %) alors que c'est habituellement l'inverse que l'on constate.

En termes de pouvoir d'achat (taux de hausse nominale des salaires horaires — taux de hausse des prix) l'augmentation a atteint 3,1 % entre juillet 1965 et juillet 1966. Ce chiffre est à peine supérieur à celui des douze mois précédents (2,8 %) pendant lesquels le plan de stabilisation battait son plein. Dans le même temps, le produit national, à prix constants, augmentait de 5 à 5,5 %. L'écart entre ces taux mesure le succès de la politique de Debré : introduire un décalage croissant entre la hausse des salaires et celle de la production.

Rien ne laisse prévoir un renversement de cette tendance durant les mois à venir (les perspectives de l'emploi, comme nous l'avons vu le mois dernier, sont très sombres pour l'immédiat). Bien au contraire, on peut s'attendre à ce que les patrons cherchent à répercuter sur les salaires

l'augmentation de leurs cotisations sociales (qu'ils comptent comme élément de leur « charge salariale »). De l'autre côté, ce n'est pas l'augmentation de 4,5 % des allocations familiales qui viendra améliorer substantiellement nos revenus (augmentation qui, comme il est montré dans l'article de ce numéro sur le budget 1967, revient à un accroissement de 0,5 % du pouvoir d'achat de l'ensemble des prestations familiales !)

Classant les attitudes des ménages à l'égard de leur situation financière d'après une enquête faite en juin, l'INSEE note que les « catégories sociales » (!) les plus optimistes sont les commerçants, les industriels, les cadres supérieurs et les membres des professions libérales. Viennent ensuite les cadres moyens, les employés et les inactifs qui ont bénéficié d'une « amélioration moins nette, mais continue ». Enfin les ouvriers « n'ont guère ressenti l'évolution positive de leur situation depuis un an ». Et pour cause, nous l'avons vu ! Selon la même enquête, deux « catégories sociales » n'ont pas retrouvé leur « niveau d'aisance financière du début 1964 » : les commerçants (pour lesquels cependant la tendance s'est retournée depuis le premier semestre 1965) et les ouvriers « du fait du rythme très lent de progrès de leur aisance financière depuis un an ! » Qui oserait taxer de communisme les bien-pensants statisticiens de l'INSEE quand l'examen des chiffres les amène à montrer, inconsciemment et implicitement, qu'inflation et récession sont, pour la classe ouvrière, les deux bouts d'un même bâton ?

J. D.